

Commerce extérieur : la France raccroche

Perspectives 2026-2027 pour l'économie française

Elliot Aurissergues, OFCE, DAP

Version en ligne de la prévision : www.ofce.fr/prev/prev2609

Dans cette prévision :

France

- Contexte macroéconomique
- Cadrage et prévision
- Emploi
- Ménages
- Entreprises
- Finances publiques

| Commerce extérieur

International

- Synthèse internationale
- Politique monétaire
- Finances publiques
- Inflation
- Marché du travail
- Commerce international

Analyses Pays

- Allemagne
- Espagne
- Royaume-Uni
- États-Unis
- Chine
- Asie (hors Chine)

Comptes Pays

- Allemagne
- Espagne
- France
- Italie
- Royaume-Uni
- États-Unis

Veillez citer ce travail comme suit :

Elliot Aurissergues (2026). « Commerce extérieur : la France raccroche », *Prévisions d'octobre 2026*, IFE| OFCE.

Première publication : 14 octobre 2026

Dernière modification : 13 octobre 2026

Contact

Institut Français d'économie
10 place de Catalogne
75014 Paris, FRANCE
Tel : +33 1 44 18 54 24
<https://www.ofce.fr>

Commerce extérieur : la France raccroche

Perspectives 2026-2027 pour l'économie française

Elliot Aurissergues

Le déficit des échanges de biens et services s'est nettement réduit depuis son point bas de la mi-2022. Les séquelles de la crise COVID et la crise énergétique portaient le déficit extérieur en biens et services à 2,7 points de PIB sur l'ensemble de l'année. Au quatrième trimestre 2025, le solde redevenait excédentaire, de 0,3 point de PIB, un chiffre modeste mais supérieur à ce que la France avait connu depuis le milieu des années 2000. La hausse du prix du pétrole consécutive au déclenchement de la guerre en Iran, et des retards dans les livraisons de matériel aéronautique, ont provoqué une nouvelle dégradation début 2026. Elle est cependant plus limitée qu'après l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022. Au deuxième trimestre, le déficit était du même ordre que sur l'ensemble de 2025.

Ce redressement du commerce extérieur a été l'un des principaux moteurs de la croissance économique ces dernières années, avec une contribution cumulée de 2,1 points de PIB entre 2022 et 2025 (inclus) pour une progression du PIB de 4 % sur la période. La dynamique semble se poursuivre au premier semestre 2026 avec un acquis positif de 0,2 point de PIB malgré la forte baisse temporaire des exportations aéronautiques au premier trimestre (voir tableau 1). La hausse des importations de produits pétroliers en valeur a eu un impact négatif sur le solde extérieur mais n'a pas d'impact direct sur le PIB en volume car elle résulte d'un effet prix. Au contraire, elle a pu réduire les importations en volume et ainsi améliorer la contribution du commerce extérieur à la croissance du PIB (voir par exemple cette estimation de l'élasticité de la demande de carburants à son prix).

Tableau 1 : Évolution du commerce extérieur de biens et services en volume

	2023	2024	2025	Acquis 2026	2026	2027
Exportations	2,5	3,2	2,3	1.3	2,2	3,7
Importations	-0,2	-0,6	2,8	0.6	1,1	2,2
Solde commerce extérieur (c)	1,0	1,3	-0,2	0.2	0,4	0,5
Solde commerce extérieur et stocks (c)	0,6	0,9	0,3	n.c	0,1	0,1

Note : n.c : non calculé, (c) : contributions ; La contribution du Solde commerce extérieur et des stocks est calculée comme la somme des deux. Les volumes sont calculés aux prix de l'année précédente chaînés.

Sources : Insee, prévision IFE-OFCE octobre 2026.

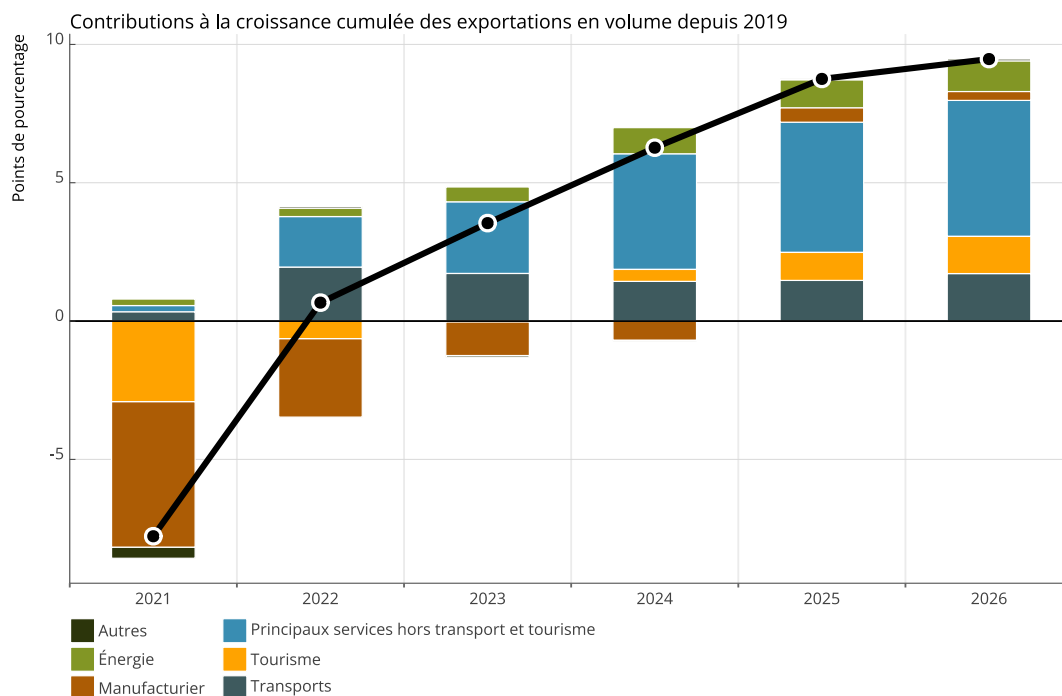
1 Une transformation sectorielle et géographique des échanges

Cette dynamique au niveau agrégé masque des évolutions très différenciées selon les secteurs et les zones géographiques. Au niveau sectoriel, la croissance des exportations depuis 2019 est essentiellement tirée par la croissance des services marchands hors transport et tourisme, c'est-à-dire les services financiers, les services aux entreprises et l'information-communication. Ces trois branches représentent 20 % des exportations mais contribuent pour moitié à la hausse de 9 % en volume entre 2019 et 2025 (voir graphique 1). La dynamique semble cependant s'essouffler au début 2026. Cela contraste avec le Royaume-Uni (voir la fiche Royaume-Uni) où ces secteurs semblent expliquer en grande partie la très bonne performance du premier semestre. Il convient cependant d'être prudent. Les informations sur le commerce de services arrivent plus tardivement que sur le commerce des biens et les révisions sont fréquentes. Ainsi, les données 2025 ont été fortement révisées en avril 2026¹. Les services de transport et le tourisme ont également contribué positivement sur la période.

À l'inverse, les exportations manufacturières stagnent par rapport à leur niveau de 2019. Si l'aéronautique a beaucoup contribué à leur croissance ces trois dernières années, cela s'explique par un effet de rebond depuis le point très bas atteint durant la crise du COVID. Le secteur retrouve son niveau antérieur, certes élevé. D'autres poids lourds de l'industrie française, comme la chimie ou l'automobile, stagnent sous l'effet de la crise énergétique et de la concurrence chinoise. La structure sectorielle des exportations françaises a donc changé significativement. Les services représentent 34,5 % des exportations en 2025 contre 31 % en 2019. Mais, cette évolution sous-estime l'impact sur l'économie nationale car les exportations de services contiennent beaucoup plus de valeur ajoutée intérieure que les exportations manufacturières².

¹Notons que la révision avait concerné à la fois les exportations et les importations de services et donc sans impact important sur le PIB.

²Nous estimons le contenu des services en valeur ajoutée intérieure à 85 % contre seulement 55 % pour les exportations industrielles. Inversement, le contenu en importations est nettement plus faible pour les services que pour l'industrie.

Graphique 1 : Dynamique des exportations françaises par secteurs

Lecture : Le secteur manufacturier a contribué pour 1,5 point à la croissance des exportations depuis 2019.

Note : Les principaux services hors transport et tourisme regroupe les services aux entreprises, l'information-communication et les services financiers.

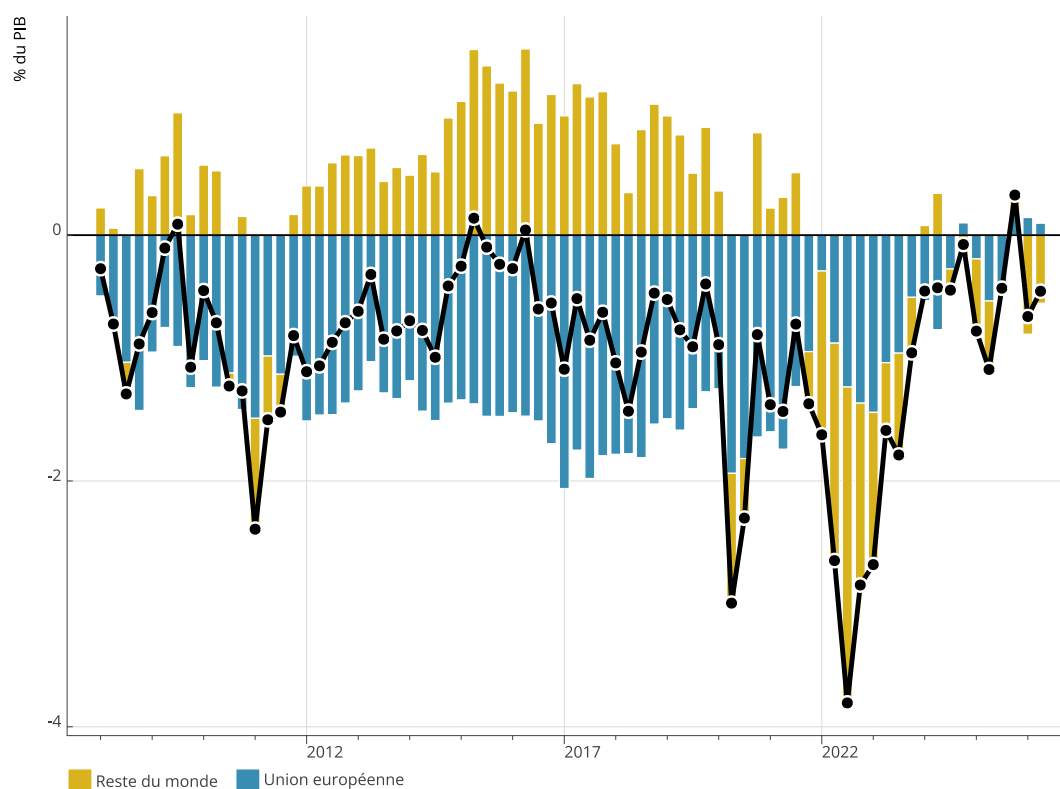
Sources : Insee, prévision IFE-OFCE octobre 2026.

La géographie des échanges s'est également modifiée. Durant les années 2010, la France affichait un large déficit extérieur, pouvant aller jusqu'à représenter 2,1 points de PIB début 2017, vis-à-vis des pays de l'actuelle Union européenne (voir graphique 2). À l'inverse, elle bénéficiait souvent d'un excédent vis-à-vis du reste du monde hors Union européenne, notamment en période de faible prix du pétrole. Cet excédent représentait ainsi plus de 1 point de PIB en 2016/2017. La situation est maintenant très différente. Le solde avec le reste de l'Union européenne est revenu à l'équilibre et enregistre même trois trimestres consécutifs de faibles excédents³. À l'inverse, l'excédent vis-à-vis du reste du monde semble s'être transformé en déficit structurel, y compris en période de faibles prix de l'énergie. Cette amélioration du solde vis-à-vis de l'UE nous semble devoir être reliée à une meilleure compétitivité-prix de l'économie française au sein de la zone euro. La France a connu, avec l'Italie, la plus faible progression des prix intérieurs au sein de la zone (voir graphique 3). Cette dépréciation réelle en termes de déflateurs du PIB et

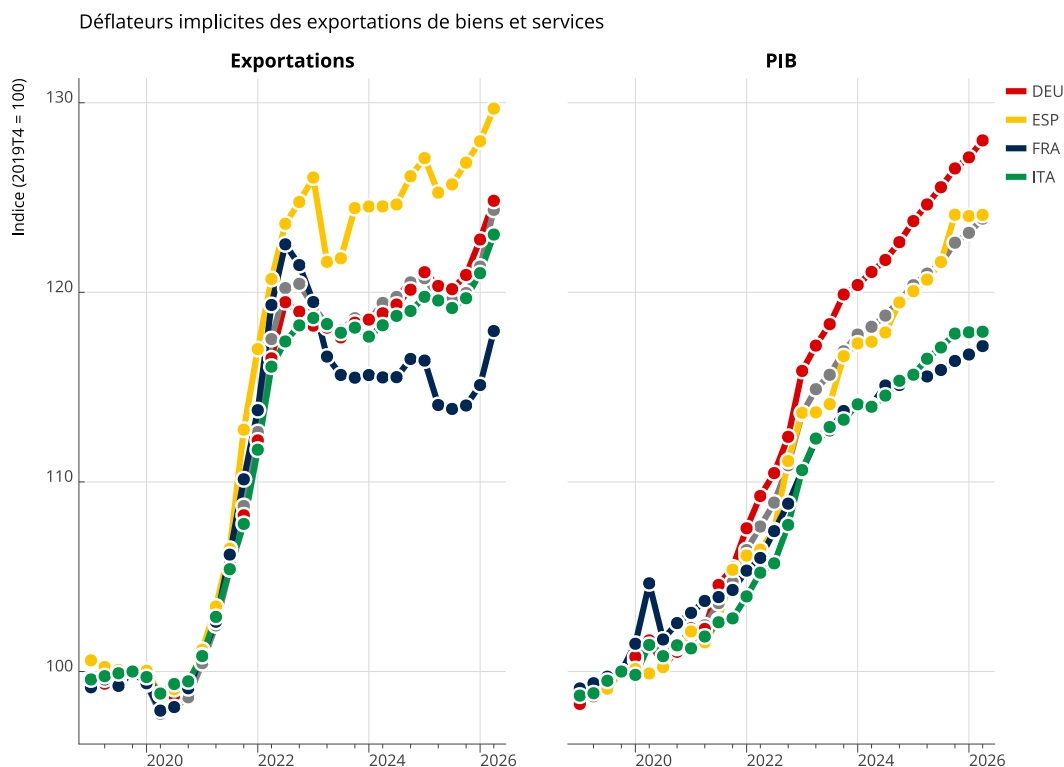
³L'excédent avec l'ensemble de l'Europe et le déficit avec le reste du monde hors Europe serait probablement encore plus spectaculaire. La France bénéficie d'excédents commerciaux substantiels avec ses deux grands partenaires européens non membres de l'Union européenne, le Royaume-Uni (14 milliards d'euros) et la Suisse (6 milliards d'euros), excédents qui sont plutôt en augmentation depuis 2019 (20 milliards d'euros pour les deux pays combinés contre 15 en 2019). Les données dont nous disposons suggèrent également un large excédent.

des exportations par rapport aux partenaires européens est beaucoup plus faible vis-à-vis du reste du monde (voire effacée) face au choc de la concurrence chinoise.

Graphique 2 : Solde commercial de la France avec l'Union européenne et le reste du monde



Sources : Insee, prévision IFE-OFCE octobre 2026.

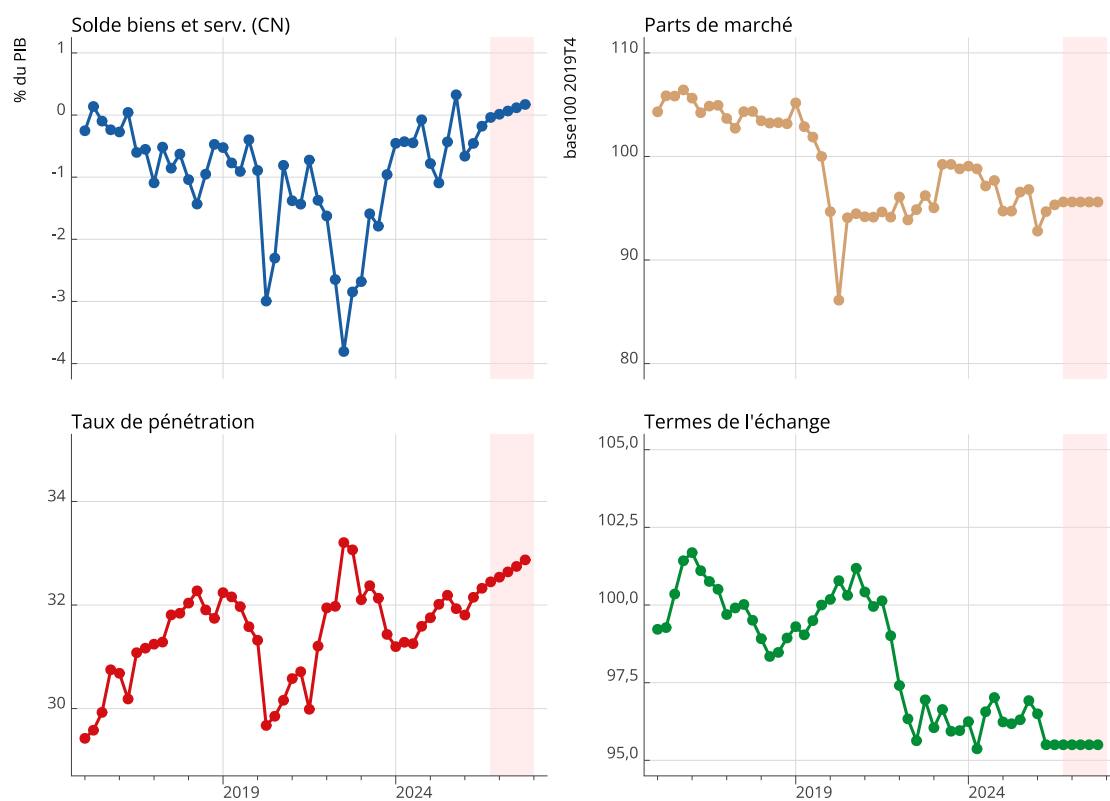
Graphique 3 : Evolution de la compétitivité prix au sein de la zone euro

Sources : Eurostat, prévision IFE-OFCE octobre 2026.

2 Une contribution qui resterait positive en 2026 et 2027

Le dynamisme du commerce extérieur se poursuivrait en 2026 et 2027. La forte baisse des exportations au premier trimestre 2026 était essentiellement due à des contraintes d'approvisionnement au sein de l'industrie aéronautique et a eu pour contrepartie une forte hausse des stocks. La situation s'est rétablie au deuxième trimestre. Le mouvement de déstockage se prolongerait au second semestre 2026, d'où la forte dynamique des exportations et la contribution négative des variations de stocks à la croissance. En 2027, nous faisons l'hypothèse d'une stabilité des parts de marché. Le taux de pénétration, mesuré comme le ratio des importations au PIB, augmenterait, en raison d'une composition défavorable de la croissance, les composantes à fort contenu en biens et services étrangers progressant plus rapidement. Même avec ces hypothèses, les exportations seraient plus dynamiques que les importations, la demande en provenance de nos partenaires augmentant plus rapidement que le PIB français. La contribution du commerce extérieur à la croissance resterait donc positive. Le solde extérieur en biens et services s'améliorerait lui aussi et serait positif en 2027.

Graphique 4 : Commerce extérieur français : les principales statistiques



Sources : Insee, prévision IFE-OFCE octobre 2026.